



GEF/A.2/9  
31 juillet 2002

---

Deuxième Assemblée du FEM  
Beijing (Chine)  
16-18 octobre 2002

Point 18 de l'ordre du jour

## PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE L'INSTRUMENT

## INTRODUCTION

1. Conformément au paragraphe 34 de l'Instrument, les amendements à celui-ci doivent être approuvés par consensus par l'Assemblée sur la recommandation du Conseil, compte tenu des opinions exprimées par les Agents d'exécution et l'Administrateur, et ils prennent effet une fois qu'ils ont été adoptés par les Agents d'exécution et l'Administrateur conformément à leurs règles de procédure et règlements respectifs.

2. Lors de sa réunion de décembre 2001, le Conseil a demandé au Secrétariat de rédiger le texte des amendements de l'Instrument qui sont envisagés et de le soumettre à son examen. Au cours de sa réunion de mai 2002, le Conseil a accepté les propositions de modification exposées dans le présent document et recommandé que ces modifications soient approuvées par la deuxième Assemblée, qui aura lieu à Beijing, en Chine, du 16 au 18 octobre 2002.

3. Les modifications qu'il est proposé d'apporter à l'Instrument portent sur deux questions :

- a) l'inscription de la dégradation des sols, c'est-à-dire essentiellement la désertification et le déboisement, parmi les domaines d'intervention du FEM afin d'intensifier le soutien que le FEM fournit à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ; et
- b) l'inscription des polluants organiques persistants parmi les domaines d'intervention du FEM et la confirmation du fait que le FEM est prêt à jouer le rôle de l'entité faisant office de mécanisme financier de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

*Inscription de la dégradation des sols, c'est-à-dire essentiellement la désertification et le déboisement, parmi les domaines d'intervention du FEM.*

4. Lors de sa réunion de mai 2001, le Conseil a examiné les options qui, selon le Secrétariat, permettront d'accroître le soutien assuré par le FEM à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification<sup>1</sup>, et reconnu « ... qu'il convient de faire de la dégradation des sols (désertification et déboisement) l'un des domaines d'activité du FEM pour renforcer l'aide que ce dernier apporte à la mise en œuvre effective de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. ». Cette approche de la prévention de la dégradation des sols et de la lutte contre celle-ci mettra le FEM en mesure de mobiliser des ressources financières plus prévisibles, y compris des cofinancements, en faveur d'activités viables de gestion des sols qui présentent des avantages à la fois du point de vue de l'environnement mondial et de celui du développement durable.

---

<sup>1</sup> Options to Enhance GEF support for the implementation of the United Nations Convention to Combat Desertification GEF/C.17/5.

5. Lors de la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui s'est tenue à Genève du 1<sup>er</sup> au 12 octobre 2001, les Parties ont approuvé un texte concernant le FEM qui :

- a) loue la décision prise par le Conseil du FEM, lors de sa réunion de mai 2001, de chercher à faire inscrire la dégradation des sols parmi les domaines d'intervention du FEM ;
- b) invite le Conseil du FEM à prendre les dispositions nécessaires pour faire inscrire la dégradation des sols parmi ses domaines d'intervention ;
- c) demande au Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et au Directeur général du Mécanisme mondial de continuer de coopérer avec le Secrétariat du FEM dans le cadre des efforts qu'il déploie au sujet des modalités d'inscription de la dégradation des sols parmi les domaines d'intervention du FEM ;
- d) invite les participants aux prochaines réunions relatives à la Troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM à déterminer s'il est nécessaire de trouver des ressources financières supplémentaires pour faciliter la réalisation des objectifs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ; et
- e) invite le FEM à étudier, lors des prochaines réunions relatives à la Troisième reconstitution de ses ressources, les besoins engendrés par l'inscription éventuelle de la dégradation des sols parmi les domaines d'intervention du FEM.

6. Lors de sa réunion de décembre 2001, le Conseil, après avoir étudié le document GEF/C.18/4 intitulé *Note on the Proposed Designation of Land Degradation as a GEF Focal Area*, a convenu d'examiner des amendements de l'Instrument visant à faire de la dégradation des sols, surtout celle due à la désertification et au déboisement, un nouveau domaine d'intervention pour renforcer la contribution du FEM à l'application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

7. Le Conseil propose, pour qu'il soit possible d'inscrire la dégradation des sols parmi les domaines d'intervention du FEM, de modifier ainsi l'Instrument :

- a) modification du paragraphe 2 par l'ajout d'un alinéa (e), dont la teneur suit :  
  
« dégradation des sols, essentiellement par la désertification et le déboisement ; et »
- b) modification du paragraphe 21 (f) de la façon suivante :  
  
« assurer la coordination avec les Secrétariats des autres organismes internationaux concernés, en particulier les Secrétariats des Conventions visées au paragraphe 6 et les Secrétariats du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et de son Fonds multilatéral, et de la Convention des Nations Unies sur

la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique. »

*Inscription des polluants organiques persistants parmi les domaines d'intervention du FEM.*

8. Lors de sa réunion de novembre 2000, le Conseil, après avoir examiné le document GEF/C.16/6 intitulé *Draft Elements of an Operational Program for Reducing and Eliminating Releases of Persistent Organic Pollutants*, a pris note des éléments qui serviront de base à la préparation d'un programme d'opérations, sous réserve des conclusions et des décisions du Comité international de négociation (INC) concernant un instrument international juridiquement contraignant pour l'application de mesures internationales sur certains polluants organiques.

9. Lors de sa réunion de mai 2001, le Conseil a approuvé les directives initiales applicables aux activités habilitantes relatives à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants afin de commencer à aider les pays en développement et les pays en transition à prendre les mesures nécessaires pour honorer leurs obligations au titre de la Convention.

10. La Convention de Stockholm a été ouverte à la signature en mai 2001. L'article 15 de la Convention fait du FEM, à titre intérimaire, le principal organisme chargé du fonctionnement du mécanisme de financement décrit dans l'article 13 de cette Convention pour la période allant de l'entrée en vigueur de celle-ci à la première Conférence des Parties, ou jusqu'au moment où la Conférence des Parties déterminera quelle structure institutionnelle sera désignée à cette fin conformément à l'article 13 de la Convention. L'article 13 (6) dispose que le mécanisme fonctionnera sous l'autorité de la Conférence des Parties à la Convention.

11. De plus, conformément à la résolution de la Convention de Stockholm, il est demandé au FEM d'étudier la création d'un nouveau domaine d'intervention pour soutenir l'application de la Convention<sup>2</sup>.

12. Pour faire des polluants organiques persistants un domaine d'intervention du FEM et permettre à celui-ci de jouer le rôle de l'entité faisant office de mécanisme financier, il est proposé d'apporter les modifications suivantes à l'Instrument :

a) ajout au paragraphe 2 d'un nouvel alinéa se lisant ainsi :

« f) polluants organiques persistants. »

b) reformulation comme suit du paragraphe 3 :

---

<sup>2</sup> UNEP/POPs/Conf/4

« Le surcoût convenu d'activités visant à améliorer l'environnement de la planète et concernant la gestion des substances chimiques peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux domaines d'intervention visés ci-dessus. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que lesdites activités contribuent à améliorer l'environnement mondial en assurant sa protection dans les domaines d'intervention. »

- c) introduction de la phrase suivante avant l'avant-dernière phrase du paragraphe 6 :

« Le FEM se tient également prêt à jouer le rôle de l'entité faisant office de mécanisme financier de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. »

- d) reformulation comme suit de l'avant-dernière phrase du paragraphe 6 :

« Dans ces différents cas, le FEM se conforme aux directives des Conférences des Parties, qui décident des politiques, des secteurs d'action prioritaires et des critères d'attribution des ressources aux fins des Conventions, et il leur rend compte. »

13. La liste complète des propositions auxquelles le Conseil a donné son aval lors de sa réunion de mai 2002 est présentée en annexe de ce document.

## **ANNEXE : PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE L'INSTRUMENT**

- 1) Modifier le paragraphe 2 en ajoutant les deux alinéas suivants :

« e) dégradation des sols, essentiellement par la désertification et le déboisement ; et  
f) polluants organiques persistants. »

- 2) Modifier le paragraphe 3 en le reformulant comme suit :

« Le surcoût convenu d'activités visant à améliorer l'environnement de la planète et concernant la gestion des substances chimiques peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux domaines d'intervention visés ci-dessus. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que lesdites activités contribuent à améliorer l'environnement mondial en assurant sa protection dans les domaines d'intervention. »

- 3) Ajouter la phrase suivante avant l'avant-dernière phrase du paragraphe 6 :

« Le FEM se tient également prêt à jouer le rôle de l'entité faisant office de mécanisme financier de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. »

- 4) Modifier l'avant-dernière phrase du paragraphe 6 en la reformulant comme suit :

« Dans ces différents cas, le FEM se conforme aux directives des Conférences des Parties, qui décident des politiques, des secteurs d'action prioritaires et des critères d'attribution des ressources aux fins des Conventions, et il leur rend compte. »

- 5) Modifier le paragraphe 21 (f) en le reformulant comme suit :

« Assurer la coordination avec les Secrétariats des autres organismes internationaux concernés, en particulier les Secrétariats des Conventions visées au paragraphe 6 et les Secrétariats du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et de son Fonds multilatéral, et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique. »